

# 30 ans de la loi neuchâteloise sur la politique familiale et l'égalité

# Fédéralisme et égalité: propos introductifs

---

- Les dimensions de l'égalité
- Fédéralisme et égalité: une relation complexe
  - Fonction de laboratoire
  - Mise en œuvre du droit international
- Table ronde: focus sur les questions institutionnelles

## Dimensions de l'égalité

---

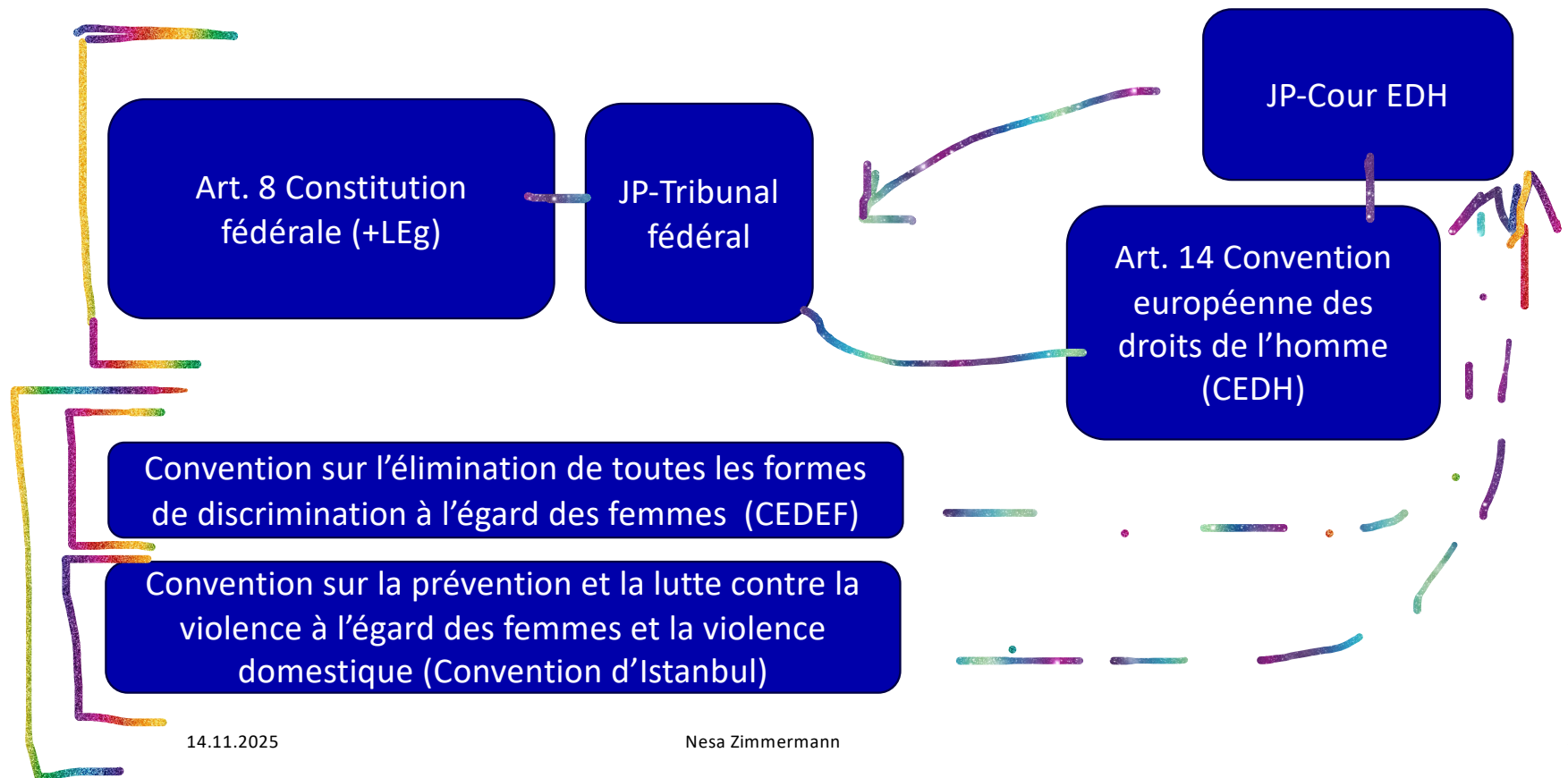
- Égalité formelle vs. matérielle
  - Égalité en droit vs. dans les faits
  - Discriminations indirectes
- Égalité substantielle
  - **Compensation** (désavantages matériels)
  - **Reconnaissance** (stéréotypes, préjudices et violences)
  - **Participation**
  - Transformations structurelles profondes vers une société plus inclusive

## Dimensions de l'égalité



## Dimensions de l'égalité

- Protection par les différents instruments de DF ?



# Fédéralisme et égalité : une relation complexe

---



- diversité
- proximité entre citoyen-ne-s et institutions
- participation des minorités de genre aux structures politiques et de gouvernance



- Manque d'uniformité / cohérence
- Multiplication de petites structures, manques de ressources
- Obstacles à la mise en œuvre des droits humains / du droit international de l'égalité

# Fédéralisme et égalité : une relation complexe

- Le fédéralisme, un laboratoire de l'égalité ?
  - Idée du laboratoire des droits fondamentaux
  - Exemples

Gleichstellung

140.100

## Kantonales Gleichstellungsgesetz zu Geschlecht und sexueller Orientierung (Kantonales Gleichstellungsgesetz, KGIG)

Vom 10. Januar 2024 (Stand 15. Juni 2025)

*Der Grosse Rat des Kantons Basel-Stadt,*

gestützt auf Art. 8 Abs. 1 – 3 und Art. 35 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft vom 18. April 1999<sup>1</sup>, § 8 Abs. 1 und 2 und § 9 der Verfassung des Kantons Basel-Stadt vom 23. März 2005<sup>2</sup>, das Bundesgesetz über die Gleichstellung von Frau und Mann (Gleichstellungsgesetz, GIG) vom 24. März 1995<sup>3</sup>, nach Einsichtnahme in den Ratschlag des Regierungsrates Nr. [21.0829.01](#) vom 24. Mai 2022 und in den Bericht der Justiz-, Sicherheits- und Sportkommission vom 21. November 2023,

## Loi générale sur l'égalité et la lutte contre les discriminations (LED) (13279)

A 2 90

du 23 mars 2023

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,  
vu la Déclaration universelle des droits de l'homme, du 10 décembre 1948;  
vu la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, du 4 novembre 1950;  
vu le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, du 16 décembre 1966;  
vu le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du 16 décembre 1966;  
vu les articles 8, 35 et 36 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999;  
vu les articles 15, 41 et 43 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012,  
décrète ce qui suit :

## Loi sur l'égalité et la lutte contre les discriminations liées au sexe et au genre (LED-Genre) (12843)

A 2 91

du 23 mars 2023

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,  
vu la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, du 18 décembre 1979;  
vu la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, du 11 mai 2011;  
vu les articles 3, 8, alinéa 1, et 14 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, du 4 novembre 1950;  
vu la Convention relative aux droits de l'enfant, du 20 novembre 1989;  
vu les articles 8, 13 et 35 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999;  
vu l'article 3, alinéas 1 et 2, de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes, du 24 mars 1995;  
vu les articles 8, 15, 18, alinéa 1, 20 à 23, 41, 42, 50, 148 et 151, alinéa 1, de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012;  
vu la loi générale sur l'égalité et la lutte contre les discriminations, du 23 mars 2023,  
décrète ce qui suit :

## Fédéralisme et égalité : une relation complexe

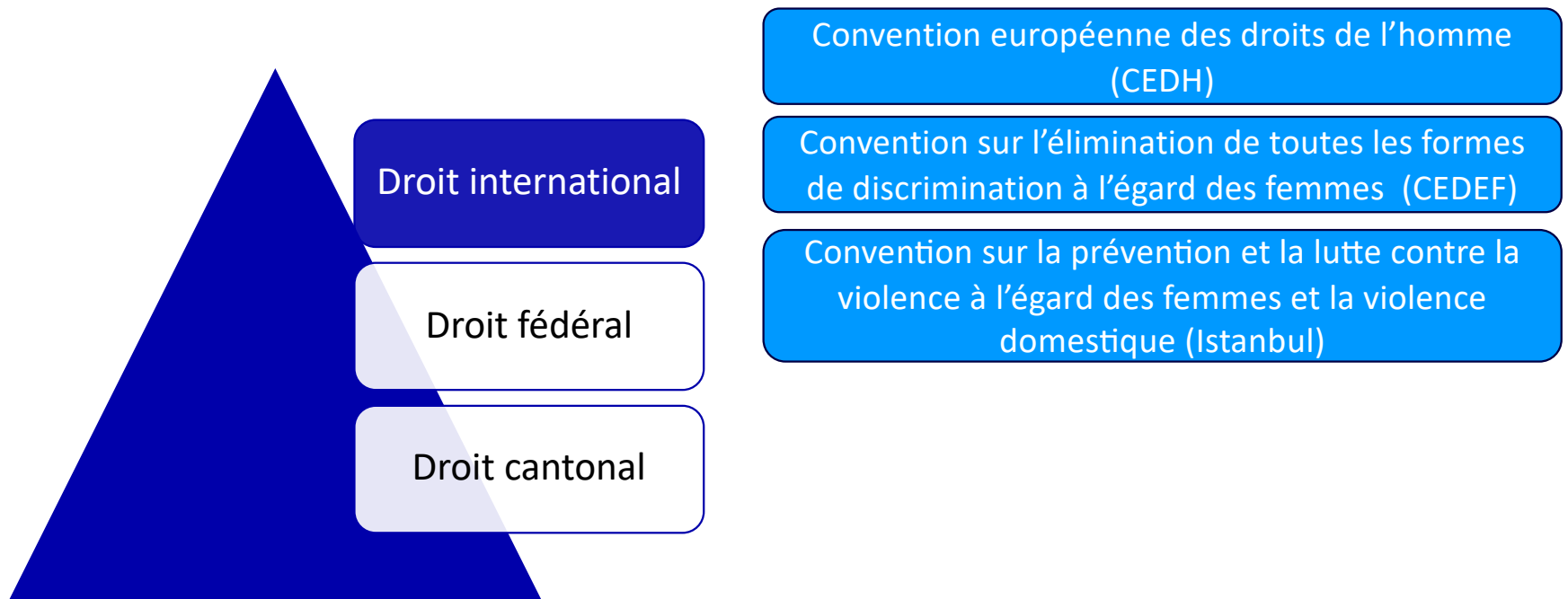
---

- Le fédéralisme, un **laboratoire** de l'égalité ?
  - Risques
    - Divergences importantes
    - Nivellement vers le bas et laboratoire des inégalités
  - Exemple pour ces différentes dynamiques : droit de vote des femmes



# Fédéralisme et égalité : une relation complexe

- La mise en œuvre du droit international



## Fédéralisme et égalité : une relation complexe

---

- Obligations découlant du droit international: une responsabilité partagée

### Confédération

- droit de conclure des traités
- responsabilité internationale

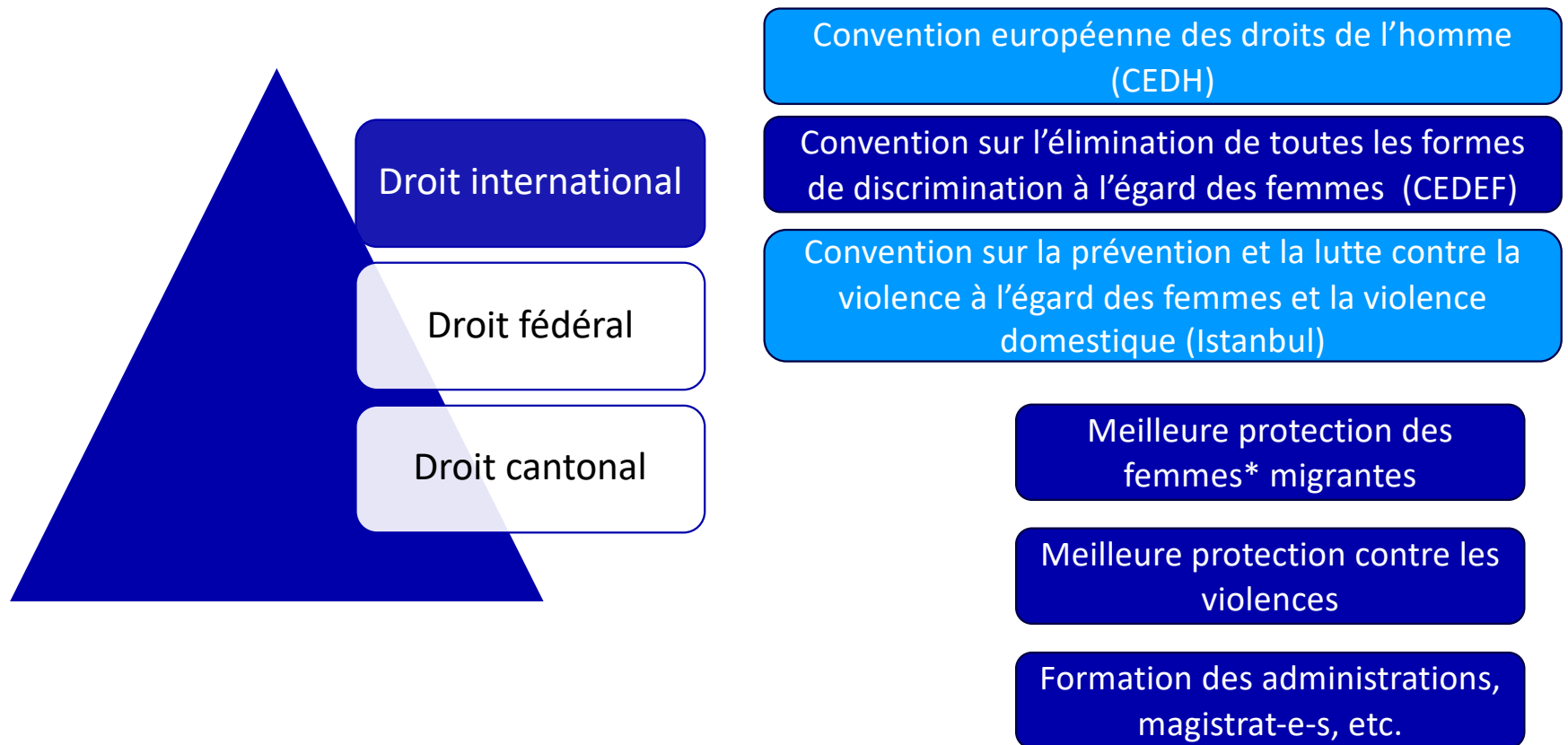
- obligation de mettre en œuvre en fonction de la répartition interne des compétences

### Cantons

- obligation de mettre en œuvre en fonction de la répartition interne des compétences

# Fédéralisme et égalité : une relation complexe

- La mise en œuvre du droit international



## Fédéralisme et égalité : une relation complexe

- Inaction fédérale
  - Système de suivi international
  - Action subsidiaire des cantons ? Quelle marge ?
- Inaction cantonale (/communale)
  - Surveillance fédérale resp. coordination
    - Stratégie Egalité 2030, Plan d'action Egalité 2030
    - Plan d'action de mise en œuvre C-Istanbul
  - Plus rarement : tribunaux (ATF 137 I 305, arrêts du TF 1C-504/2016, 2C\_43/2020)



9h30 - 11h00

## Fédéralisme et égalité : que peuvent les cantons pour lutter contre les inégalités de genre ?

Tour d'horizon juridique par la prof. **Nesa Zimmermann**, UniNE, suivi d'une discussion avec Mmes **Martine Docourt**, conseillère nationale PS (NE); Dre **Joëlle Moret**, Déléguée à l'égalité et à la diversité pour la Ville de Lausanne; **Patricia Schulz**, ancienne directrice du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes et membre du Comité de l'ONU sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

# Merci beaucoup!

---

Nesa Zimmermann

Professeure assistante de droit  
constitutionnel suisse et comparé

Université de Neuchâtel

[nesa.zimmermann@unine.ch](mailto:nesa.zimmermann@unine.ch)

